

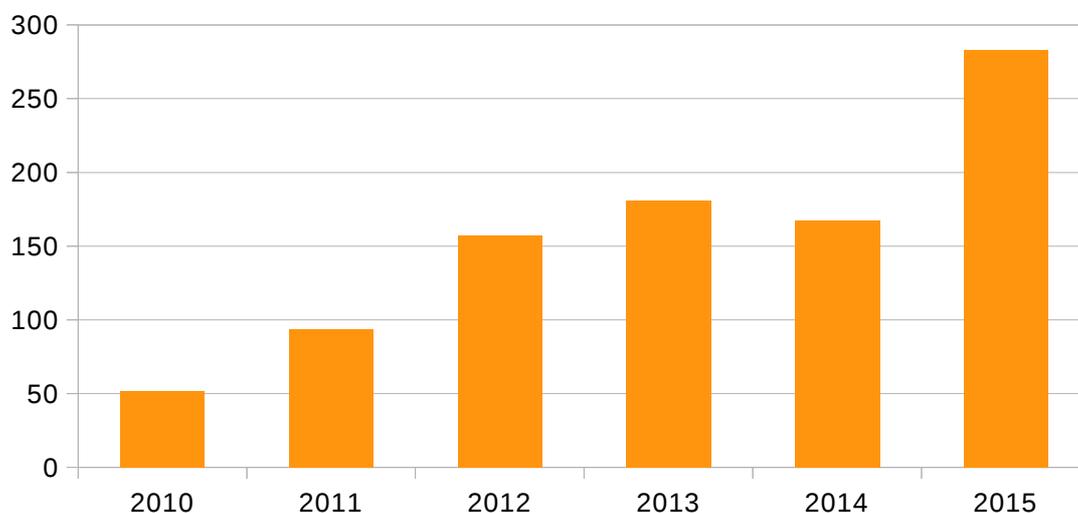
Rapport Moral concernant les activités de l'année 2015

1. Statistiques et historique

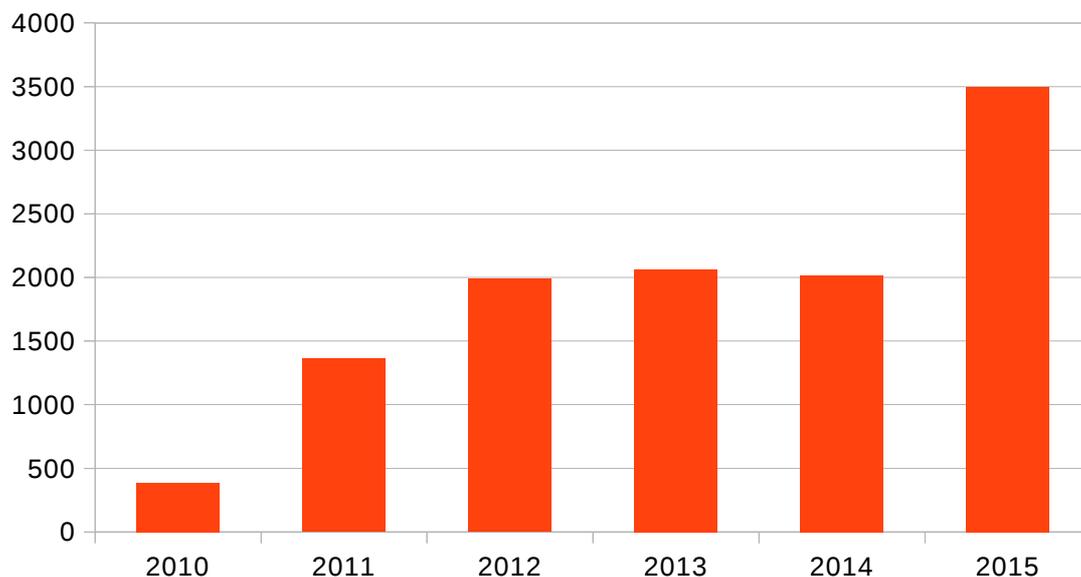
La participation :

Depuis sa création en 2010, jusqu'au 31 décembre 2015, l'association a drainé 564 personnes différentes, dont 283 en 2015.

Nombre total de personnes ayant fréquenté les activités :
(hors activités grand public ou à but lucratif)

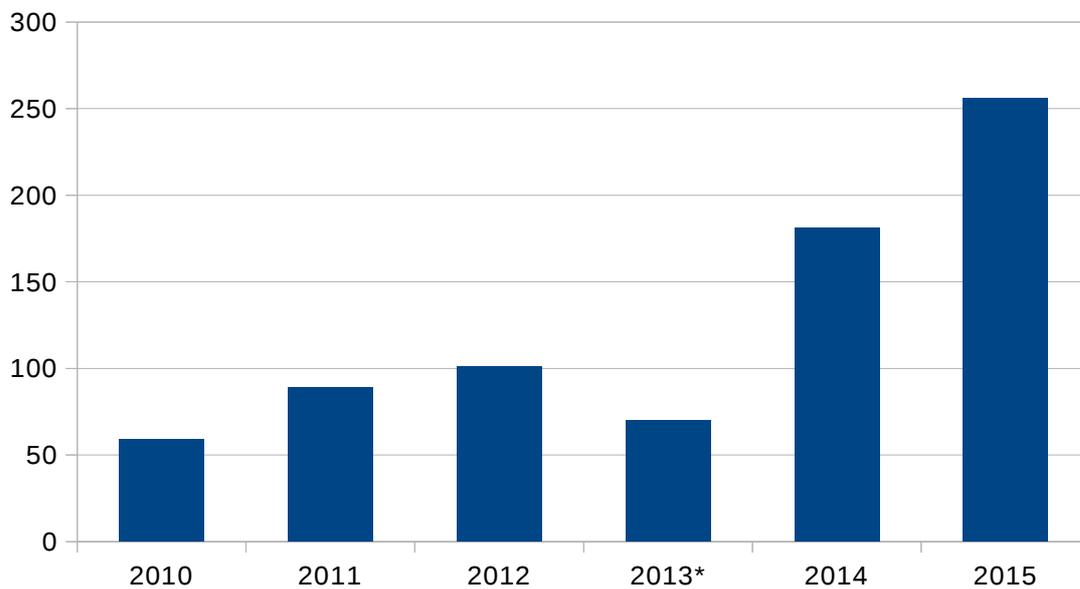


Nombre total de participations aux activités :
(hors activités grand public ou à but lucratif)

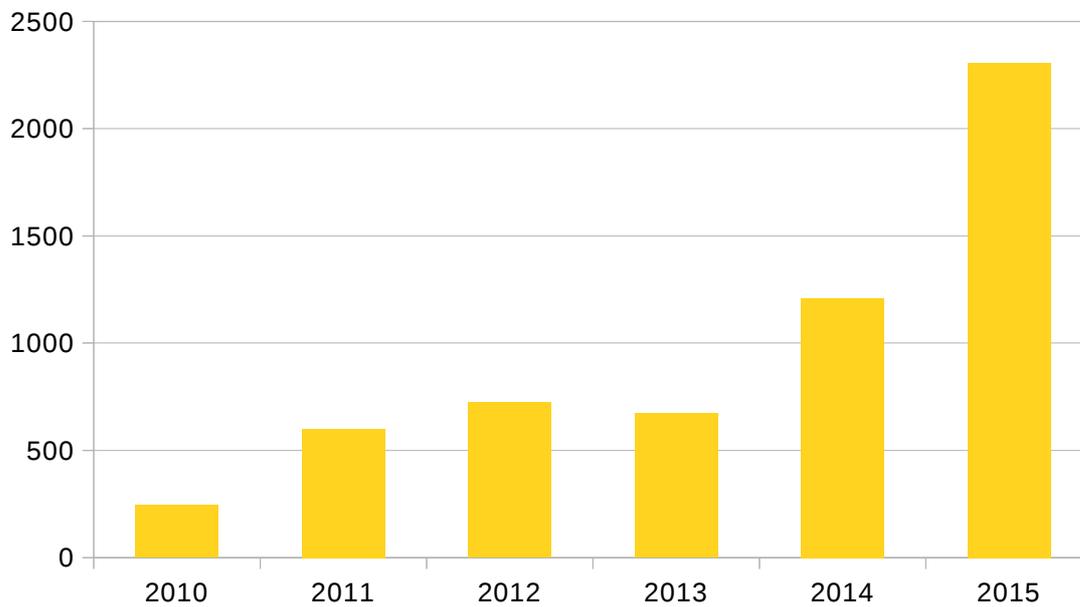


Les activités :

Nombre de journées d'activité



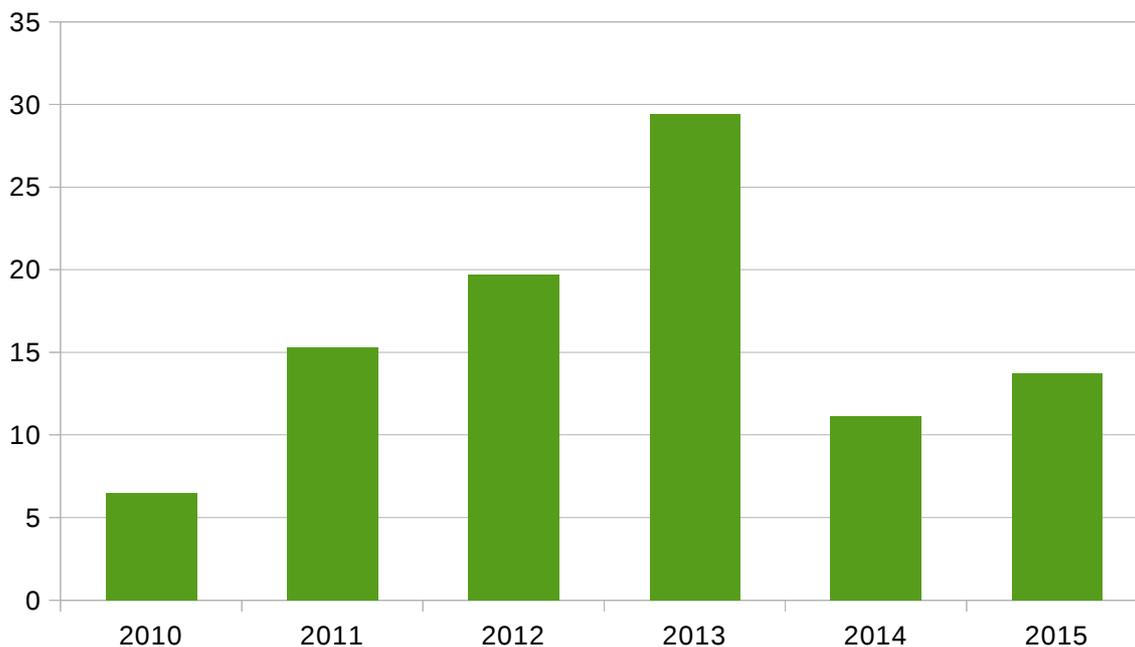
Nombre d'heures d'activité :



* En 2013, toutes les activités ont été concentrées sur la journée du vendredi, y compris le soir.
L'atelier théâtre a eu lieu pendant l'espace de rencontre

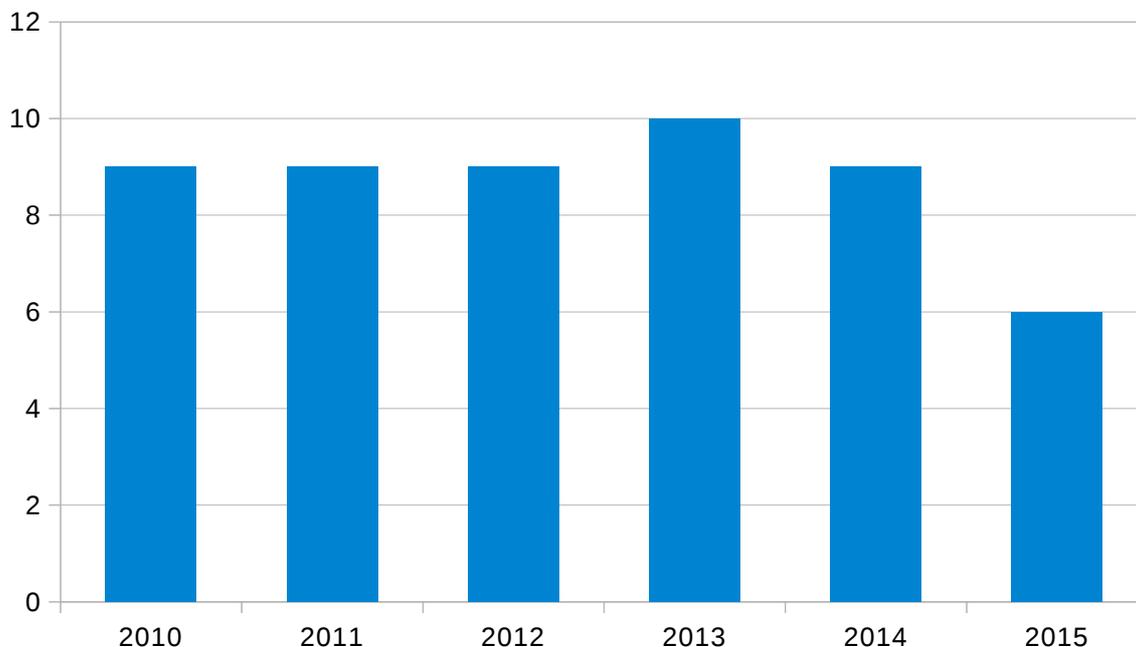
Moyennes de fréquentation :

Nombre moyen de participants par journée d'activité
(Les personnes qui s'en vont et reviennent plusieurs fois par jour ne sont comptabilisées qu'une seule fois, bien entendu.)



En 2013, toutes les activités ont été concentrées sur la journée du vendredi. En 2012, l'atelier théâtre avait eu lieu le mardi, car nous avons pu bénéficier d'un local communal au PCS, ce qui n'a plus été possible par après. Pour rappel, 2014 a été l'année du déménagement.

Nombre moyen de participants effectifs aux activités d'éducation permanente :
(hors activités grand public)



2013 était l'année de notre création collective "C'est pas moi, c'est eux". La pièce a été jouée deux fois, à Anseremme et un peu plus tard, au centre pour réfugiés d'Yvoir.

2. L'année 2015

285 personnes ont fréquenté l'association au cours de l'année, dont 174 pour la première fois. La fréquentation, pourtant supérieure aux années précédentes, n'a pas été aussi spectaculaire qu'auparavant du fait que les activités ont été réparties sur cinq, puis sur quatre jours par semaine, au lieu d'un jour en 2013, un jour et demi en 2012.

Les projets prévus ont été réalisés selon le planning prévu. La douche et la machine à laver sont mises à disposition des SDF depuis le mois d'avril. La douche est peu utilisée. La machine à laver un peu plus. Selon notre analyse, la possibilité de prendre une douche, associée aux exigences d'un minimum d'hygiène corporelle rebutent les SDF à fréquenter l'association. D'autres facteurs interviennent également dont l'interdiction d'entrer avec des animaux ou de l'alcool, mais aussi du fait que nous travaillons à trouver des solutions pour améliorer la situation des intéressés. Ils viennent dans les moments où ils ont la volonté de s'en sortir, puis, souvent abandonnant leur projet ou quand il sont obtenus leurs droits au CPAS, ils retournent à leur survie et n'étant plus en phase avec l'image qu'ils ont présentée à leur arrivée, ils ne viennent plus jusqu'à un autre moment de volonté de s'en sortir. Certains et pas seulement des SDF, ont besoin d'être reconnus dans leur misère ou leur mal-être, mais ne sont pas en demande de solutions.

Au cours de l'année 2015, l'écoute active et la dispense d'informations concernant les droits et les services accessibles aux personnes en difficulté ont été sollicités, plus qu'auparavant.

1728 repas complets ont été servis, contre 1396 en 2013. L'augmentation n'est donc pas spectaculaire, mais le but n'est pas plus de servir des repas que d'inciter à l'action par le biais de l'atelier cuisine et des autres activités de l'association.

En 2015, il n'y a pas eu de publicité, car la difficulté de mettre en œuvre la participation active du public cible est bien réelle. 1/3 des participants ont été plus ou moins actifs, ce qui est une proportion stable par rapport aux autres années, mais ce qui reste inférieur à l'objectif initial de 50 %. Nous constatons que le public qui a le plus de volonté d'être actif est celui qui a le moins d'atouts pour trouver du travail, déclaré ou non déclaré, ce qui implique plus d'encadrement. La participation active du public cible reste privilégiée, quitte à ce que cela freine la progression de la fréquentation.

Les règles, et plus particulièrement les règles d'hygiène qui sont en vigueur à la cuisine sont un frein à la participation, mais la volonté des responsables est de les maintenir.

Un autre frein à la participation au travail est qu'il n'est pas payé. Le bénévolat sans indemnité est mal perçu par une partie importante du public cible insensible au bienfait d'être actif. Beaucoup de gens se débrouillent par eux-même, via des petits boulots en noir, quitte à ne plus recevoir d'allocations. Pour eux qui sont actifs dans leur débrouille, le bénévolat est perçu comme un non-sens, sans intérêt pour améliorer leur situation.

L'association n'a pas actuellement suffisamment de moyens financiers pour payer des indemnités bénévolat, ce qui serait malgré tout valorisant.

Parmi le public cible, beaucoup sont demandeurs de ce qui est gratuit. Quand ils vont chercher des légumes ou des colis distribués gratuitement ailleurs, ils ne veulent pas payer un petit prix chez nous, malgré le fait qu'ils ont un revenu.

Certains ne veulent pas non plus payer le tarif solidaire en fonction de leur situation. Un peu mieux nantis que d'autres, ils prétendent payer le prix le plus bas, comme cela se fait ailleurs. Ils sont insensibles aux arguments de promotion de la solidarité.

D'autres associations ou service d'aide sociale ne pratiquent pas ce principe de participation solidaire des usagers, ce qui rend notre offre moins attrayante et notre processus de sensibilisation moins efficace. Par contre, les chiffres croissants de la fréquentation sont encourageants et significatifs de la nécessité de poursuivre selon ces principes fondateurs de l'association.

De nombreux cas d'addiction à l'alcool ou à d'autres drogues entravent également notre action. Dans ces situations, la marge de manœuvre est très réduite. Outre du dépannage d'urgence, nous essayons de renvoyer les personnes concernées vers les services appropriés, mais c'est souvent en vain.

Les résultats les plus satisfaisants concernent pour la plupart des personnes malades sur le plan mental, surtout quand elles sont traitées et suivies sur le plan psychologique. Par contre, l'accès aux soins de santé mentale est encore trop difficile pour ceux qui en ont besoin. La barrière culturelle est aussi un frein important. Il est souhaitable de travailler à familiariser le public concerné avec les professionnels de la santé mentale.

Sur le plan de l'éducation permanente, les obligations liées à notre contrat programme ont été respectées, mais sans aller au-delà, comme c'était le cas auparavant. Le moment fort de l'année a été la préparation du discours à l'occasion de la visite Monsieur Magnette. Nous avons réalisé un travail collectif de qualité. (Le texte est accessible à partir de la page "activités" du site internet.)

La situation s'est pourtant progressivement dégradée. Contrairement à l'objectif défini par le philosophe Marc Maeschalck, "passer du soucis de soi à l'art de vivre ensemble", l'individualisme a pris le pas sur le collectif. Parallèlement, de plus en plus de personnes se sont désintéressées de l'information et de l'actualité. Un travail de qualité devenait difficile, voir impossible. L'association RTA a donc été sollicitée pour nous aider à surmonter les difficultés. Une analyse a été réalisée par Jacqueline Fastrès. (Le texte a été publié dans InterMag et est accessible via la page liens de notre site.) Suite à cette analyse, notre regard sur certaines choses a changé. Des aménagements "territoriaux" ont agréablement amélioré notre quotidien. Le travail d'analyse n'est pas terminé. Il est prévu qu'il se poursuive en 2016.

Nous avons constaté que des discussions impromptues sur des sujets évoqués par les participants ont plus de succès que les réunions programmées et structurées. L'actualité peut parfois être ainsi discutée, à chaud, sur le vif. Pendant ou à l'issue du repas, la dialogique fonctionne bien. À partir des émotions et des ressentis partagés, un processus critique s'établit quasi naturellement. Par contre le quota minimum de participants n'étant pas toujours au rendez-vous, la plupart de ces discussions ne peuvent pas être comptabilisées.

Au fil de 2015, nous avons constaté que l'action collective était de plus en plus difficile. Même pour une ballade photo, il y a moins d'amateurs. Certains participants aiment cependant montrer leur savoir faire individuel, mais ne souhaitent pas s'impliquer dans une activité organisée. Un rendez-vous, c'est déjà souvent une contrainte de trop !

Ce serait plus facile de reconstruire un groupe plus enclin à suivre les normes, mais le choix a été fait de ne pas laisser tomber ce public très désaffilié.

Créer de la mixité sociale est également notre but. L'exposition qui est en cours de préparation sera le lieu de rencontre de ces individualités si différentes et si difficile à rassembler. Elle est en quelque sorte un travail collectif par procuration. L'expression culturelle est ainsi utilisée pour rassembler, pour sensibiliser aux autres, au-delà de soi, mais aussi pour se confronter aux autres au-delà des codes sociaux qui divisent.

3. Perspectives d'avenir :

L'information et la défense des droits individuels et collectifs resteront la priorité. Les activités pratiquées en 2015 seront poursuivies en 2016. La mixité, tant sociale qu'interculturelle, sera privilégiée. Si les contacts établis en 2015 se confirment, nous pourrions également travailler sur un renforcement de la mixité intergénérationnelle.

L'expression culturelle du public cible sera favorisée par tous les moyens possibles et accessibles. Elles sera utilisée pour démarrer un processus critique avec les personnes les plus désaffiliées. Nous continuerons à travailler sur notre thématique "Je m'informe donc je suis. J'agis, donc j'existe." Cette année, d'après notre plan du contrat programme, nous allons plus particulièrement analyser les techniques de communication commerciale et politique.

L'exposition permanente sera ouverte au public pendant les heures d'ouverture, en dehors des repas, selon un horaire encore à définir.

La brocante sera ouverte en continu pendant la bonne saison.